ACTES DU POUVOIR LOCAL

Cadre supérieur de l'Enseignement

ARRETE N° 257-50/F. du 28 mars 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 267/P. du 28 mai 1945 réorganisant le cadre local supérieur de l'Enseignement du Togo;

Vu l'arrêté n° 303/P. du 24 avril 1947 abrogeant les arrêtés nos 425/P. et 945/F. des 28 mai et 14 décembre 1946 et modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 276/P. du 28 mai 1945 réorganisant le cadre local supérieur de l'Enseignement au Togo;

Vu l'Ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret 49-528 du 15 avril 1949 étendant aux fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du Ministère de la France d'Outre-mer, appartenant à la zone C.F.A. le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation des deux premières tranches du reclassement de la fonction publique;

Vu l'arrêté n° 982-49/P. du 18 décembre 1949 fixant le nouveau régime de solde, de majoration de dépaysement, de majoration d'éloignement des différents cadres du Togo régis par arrêté.

Vu l'arrêté 985-49/P. du 18 décembre 1949 portant modification à l'arrêté n° 267/P. du 28 mai 1945 fixant le statut du cadre local supérieur de l'Enseignement du Togo;

Vu l'arrêté n° 802/P. du 11 octobre 1948 accordant des versements d'attente payables par mensualités aux fonctionnaires du cadre local supérieur de l'Enseignement du Togo;

Le Conseil Privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 802 P. du 11 octobre 1948 est abrogé pour compter du 1^{er} janvier 1948 et remplacé par les dispositions fixées aux articles ci-après du présent arrêté.

ART. 2. — Des versements mensuels sont accordés aux personnels des divers cadres de l'Enseignement du Togo dont la liste et la répartition par catégorie fait l'objet de l'article 4 du présent arrêté.

Cette mesure n'est pas applicable au personnel de l'ancien cadre secondaire organisé en cadre local supérieur de l'Enseignement qui reste régi par l'arrêté n° 803/P. du 11 octobre 1948.

ART. 3. — Les taux de ces versements sont fixés en francs métropolitains comme suit :

1 ^{re} catégorie	3.500
2 ^e catégorie	2.500
3 ^e catégorie	2.000
4 ^e catégorie	1.500
5 ^e catégorie	1.250

Le montant de ces versements est payé au personnel de l'Enseignement pour sa contre-valeur en francs C.F.A. d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation, multipliée par l'Index de correction fixé pour la même période

ART. 4. — En vue de l'application des articles 2 et 3 du présent arrêté, les personnels des divers ordres d'Enseignement du Togo sont ainsi répartis :

1^{re} catégorie.

Proviseurs, Directrices, Censeurs des Lycées, Principaux, Directrices et Directeurs des Collèges et Ecoles Normales d'Instituteurs, Professeurs des Lycées, Collèges et Ecoles Normales d'Instituteurs, Agrégés;

Directeurs, Professeurs et Professeurs techniques agrégés ou assimilés de l'Enseignement technique.

2^e catégorie.

Proviseurs, directrices, censeurs des Lycées, principaux directeurs et directrices des Collèges et Ecoles Normales d'Instituteurs, professeurs certifiés ou licenciés des Lycées, Collèges et Ecoles Normales;

Surveillants généraux de 1^{er} et 2^e ordre, chargés d'Enseignement des Lycées et Collèges, adjoints d'Enseignement;

Directeurs professeurs techniques, surveillants généraux, pourvus de professorat, certifiés ou licenciés ou assimilés;

Professeurs techniques adjoints techniques adjoints, chargés d'enseignement, surveillants généraux non pourvus du professorat;

Inspecteurs de l'Enseignement primaire titulaires du certificat d'aptitudes métropolitain à l'Inspection primaire et à la direction des écoles normales, Inspecteurs de l'Enseignement primaire titulaires du certificat d'aptitude local à l'Inspection des écoles primaires;

Professeurs d'éducation physique.

3^e catégorie.

Economés des établissements d'Enseignement du second degré et des établissements d'Enseignement technique.

4^e catégorie.

Professeurs adjoints et répétiteurs bacheliers;
Sous-économés des lycées et collèges et des établissements d'Enseignement technique;
Instituteurs principaux et Instituteurs;
Moniteurs-chefs et moniteurs d'éducation physique.

5^e catégorie.

Adjoint d'économat des lycées et collèges et des établissements d'Enseignement technique;

Maîtres d'internat non licenciés de l'Enseignement du second degré et maîtres d'internat de l'Enseignement technique;

Instituteurs stagiaires;

Moniteurs d'éducation physique stagiaires.

ART. 5. — Les versements mensuels suivent le sort du traitement, leur montant est réduit dans la proportion où le traitement se trouve réduit pour quelque cause que ce soit. Ils ne sont passibles d'aucune retenue pour pension et ne sont pas abonnés de la majoration de dépaysement ou d'éloignement. Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant de ces versements est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 6. — A titre provisoire et pour compter du 1^{er} janvier 1949, les versements mensuels continuent à s'ajouter aux nouveaux traitements résultant de l'application des arrêtés susvisés, mais sur la base de taux réduits du tiers par rapport aux taux fixés à l'article 3 du présent arrêté.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1950.

J. H. CÉDILE.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 26-409 Pel/BE. du 9 mai 1950.)

F. I. D. E. S.

ARRETE N° 389-50/Plan. du 17 mai 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946, portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la loi du 30 avril 1946, tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 3 juin 1949, relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi du 30 avril 1946;

Vu l'arrêté n° 916.49/Plan. rendant exécutoire la délibération n° 82-49, en date du 9 novembre 1949, de l'Assemblée Représentative du Togo, portant approbation de l'utilisation d'une première tranche de 47 Millions sur le Budget F.I.D.E.S. exercice 1949-1950;

Vu les délibérations n°s 29-50 et 30-50, en date du 19 avril 1950, de l'Assemblée Représentative du Togo, approuvant la création de trois centres-pilotes et la construction d'un bureau-habitation pour le Chef de la Circonscription Agricole de Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues exécutoires, au Togo, les délibérations n°s 29-50 et 30-50, en date du 19 avril 1950, de l'Assemblée Représentative du Togo, approuvant :

1^o — la création de trois centres-pilotes, à Kandé, Kantindi et Anié;

2^o — la construction d'un bureau-habitation pour le chef de la circonscription Agricole de Mango; et les virements de crédits nécessaires à ces réalisations.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1950.

Y. DIOO.

DELIBERATION N° 29-50 portant approbation de la création de trois centres-pilotes et de la construction d'un bureau-habitation pour le Chef de la Circonscription Agricole de Mango.

L'ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE DU TOGO

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo.

Vu le décret du 25 Octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo.

Vu le décret du 16 avril 1924, sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 13 mai 1949, adoptant le chapitre II d'un projet de plan décennal pour le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social;

Vu le rapport n° 253/A. en date du 18 février 1950.

Délibérant conformément aux dispositions du titre III — Article 34 — paragraphe 16 et article 37 — paragraphe 10 du décret précité;

A adopté la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée Représentative du Togo approuve :

1^o — La création de trois centres-pilotes à Kandé, Kantindi et Anié;

2^o — La construction d'un bureau-habitation pour le chef de la circonscription agricole de Mango.

ART. 2. — La somme complémentaire à ces réalisations soit 9 millions de francs, sera prélevée sur la rubrique « Centres expérimentaux de culture mécanique », soit 9.000.000 de francs.

ART. 3. — Le plan décennal Agriculture F.I.D.E.S., devient en conséquence, le suivant — (tableau).

Fait et délibéré à Lomé, le Dix-neuf avril mil neuf cent cinquante.

Le Président de l'A.R.T.,
Sylvanus OLYMPIO.

Le Secrétaire,
Rodolphe TRÉNOU.